

EHSAL
 Economische Hogeschool Sint-Aloysius
 Stormstraat 2, 1000 Brussel
 — Licentiaat in de handelswetenschappen
 Richting fiscale wetenschappen
 — Licentiaat in de handelswetenschappen
 Richting accountancy
 HOGESCHOOL GENT
 Voskenslaan 270, 9000 Gent
 — Licentiaat in de handelswetenschappen
 Optie accountancy-fiscaliteit
 Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie
 et des Télécommunications,
 E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture
 et des Petites et Moyennes Entreprises,
 K. PINXTEN

EHSAL
 Economische Hogeschool Sint-Aloysius
 Stormstraat 2, 1000 Brussel
 — Licentiaat in de handelswetenschappen
 Richting fiscale wetenschappen
 — Licentiaat in de handelswetenschappen
 Richting accountancy
 HOGESCHOOL GENT
 Voskenslaan 270, 9000 Gent
 — Licentiaat in de handelswetenschappen
 Optie accountancy-fiscaliteit
 Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie
 en Telecommunicatie,
 E. DI RUPO

De Minister van Landbouw
 en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
 K. PINXTEN

F. 99 — 2079

[C - 99/16158]

**4 MAI 1999. — Arrêté royal
 relatif à l'Institut des Experts Comptables et des Conseils fiscaux**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, notamment les articles 20, 21, 42 et 60;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Révisorat d'Entreprises et de l'Expertise comptable du 4 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 60 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales limite considérablement la durée de la période transitoire à partir de l'entrée en vigueur de la loi;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales;

2° l'Institut : l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux, créé par l'article 2 de la loi;

3° le Conseil : le Conseil de l'Institut visé à l'article 10 de la loi;

4° la Commission d'agrégation : la Commission d'agrégation, créée en application de l'article 60, § 3 de la loi.

CHAPITRE II. — *De l'octroi de la qualité de conseil fiscal aux personnes physiques durant la période transitoire*

Art. 2. En exécution de l'article 60, § 1^{er} de la loi, les conditions prévues à l'article 19, 3°, 4° et 5° de la loi ne sont pas exigées de toute personne qui fait acte de candidature dans les dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi et qui

- soit justifie avoir exercé pendant cinq années au moins des activités professionnelles impliquant l'acquisition d'une formation suffisante pour l'exercice des activités de conseil fiscal, telles qu'elles sont définies à l'article 38 de la loi et est inscrite sur la liste des experts-comptables visée à l'article 5 de la loi;

N. 99 — 2079

[C - 99/16158]

**4 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende
 het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, in het bijzonder op de artikelen 20, 21, 42 en 60;

Gelet op het advies van de Hoge Raad Voor het Bedrijfsrevisoraat en de Accountancy van 4 mei 1999.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 60 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen de duur van de overgangsperiode die begint vanaf de inwerkingtreding van de wet aanzienlijk inperkt;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie en van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen;

2° het Instituut : het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten, opgericht bij artikel 2 van de wet;

3° de Raad : de Raad van het Instituut bedoeld in artikel 10 van de wet;

4° de Erkenningscommissie : de Erkenningscommissie, opgericht krachtens artikel 60, § 3 van de wet.

HOOFDSTUK II. — *De toekenning van de hoedanigheid van belastingconsulent aan natuurlijke personen gedurende de overgangsperiode*

Art. 2. In uitvoering van artikel 60, § 1 van de wet, wordt vrijgesteld van de bij artikel 19, 3°, 4° en 5° van de wet vastgestelde voorwaarden, elke persoon die binnen een termijn van achttien maanden, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de wet, zijn kandidatuur stelt en die

- hetzij het bewijs levert gedurende ten minste vijf jaar professionele werkzaamheden te hebben uitgeoefend, waarin hij voldoende vorming heeft verworven om de functie van belastingconsulent, zoals omschreven in artikel 38 van de wet, uit te oefenen en ingeschreven is op de lijst van de accountants bedoeld in artikel 5 van de wet;

- soit justifie être porteur d'un diplôme visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 novembre 1990 relatif aux diplômes des candidats experts-comptables et des candidats conseils fiscaux, tel que modifié la dernière fois par l'arrêté royal du 4 mai 1999 et avoir exercé pendant cinq années au moins des activités professionnelles impliquant l'acquisition d'une formation suffisante pour l'exercice des activités de conseil fiscal, telles qu'elles sont définies à l'article 38 de la loi.

Art. 3. La demande d'admission introduite sur la base de l'article 2 doit être adressée à l'Institut par lettre recommandée, et accompagnée d'un dossier, qui doit justifier que sont réunies les conditions fixées par l'article 2. Il doit, en particulier, comporter éventuellement une copie du diplôme dont le candidat fait état ainsi que la justification de l'exercice pendant cinq années au moins des activités professionnelles impliquant l'acquisition d'une formation suffisante pour l'exercice des activités de conseil fiscal, telles qu'elles sont définies à l'article 38 de la loi.

Le dossier doit comporter, en outre, une description circonstanciée de la composition et de l'organisation de son cabinet et de ses méthodes de travail.

Si le candidat exerce ou a exercé ses activités dans le cadre d'une société ou d'une association, le dossier doit comporter, en outre, une description de la société ou association, de son organisation et de son fonctionnement, et de la place que le candidat y occupe.

Le dossier doit également comporter le cas échéant tous éléments permettant de vérifier le respect des dispositions de l'article 31 de la loi.

Le Conseil de l'Institut peut déterminer le mode de présentation du dossier à introduire.

Art. 4. Le Conseil prend les décisions individuelles relatives à l'octroi du titre de conseil fiscal sur l'avis d'une Commission d'agrément dont il détermine la composition et le fonctionnement.

Art. 5. Le Conseil ou la Commission d'agrément peuvent requérir du candidat qu'il complète son dossier par l'introduction dans le délai qu'ils déterminent de tous documents ou informations qui leur sont nécessaires pour se prononcer sur la demande d'admission. Le candidat est réputé avoir retiré sa demande d'admission si, en l'absence de motif légitime, il n'a pas introduit, dans le délai fixé, les documents ou informations complémentaires qui lui sont demandés.

Le Conseil et la Commission d'agrément peuvent subordonner l'admission des candidats à une audition de ceux-ci par le Conseil ou par la Commission d'agrément. En l'espèce, le Conseil ne peut refuser l'admission qu'après que le candidat a été entendu par lui ou par la Commission d'agrément ou, à tout le moins, après qu'il a été dûment convoqué.

CHAPITRE III. — *De l'admission de sociétés d'experts-comptables et/ou de conseils fiscaux*

Art. 6. § 1^{er}. En exécution des articles 20, 1^o, et 42 de la loi, la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal est accordée sur demande adressée à l'Institut, à toute société civile professionnelle de droit belge, dont l'objet consiste à prêter des services relevant de la fonction d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, telle qu'elle est définie aux articles 34 et 38 de la loi, et qui remplit les conditions suivantes :

1^o son objet et son activité doivent être limités à la prestation de services relevant de la fonction d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, telle qu'elle est définie aux articles 34 et 38 de la loi et à l'exercice d'activités compatibles avec celle-ci;

2^o elle doit être constituée sous la forme de société commerciale de droit belge;

3^o si elle est constituée sous la forme de société anonyme ou de société en commandite par actions, ses actions et parts doivent être nominatives;

4^o les associés doivent être membres de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux, ou avoir à l'étranger une qualité reconnue équivalente à celle d'expert-comptable ou de conseil fiscal en Belgique;

- hetzij het bewijs levert houder te zijn van een diploma bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 november 1990 betreffende de diploma's van de kandidaat-accountants en de kandidaat belastingconsulenten, zoals laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 mei 1999 en gedurende ten minste vijf jaar professionele werkzaamheden te hebben uitgeoefend, waarin hij voldoende vorming heeft verworven om de functie van belastingconsulent, zoals omschreven in artikel 38 van de wet, uit te oefenen.

Art. 3. Het verzoek ingediend op grond van artikel 2 moet per aangetekende brief aan het Instituut worden gericht. Bij elke kandidatuur moet een dossier zijn gevoegd, waaruit moet blijken dat voldaan is aan de voorwaarden bepaald in artikel 2. Het dossier moet met name een kopie bevatten van het diploma waarop de kandidaat zich eventueel beroept alsook het bewijs dat de betrokkene gedurende ten minste vijf jaar professionele werkzaamheden heeft uitgeoefend, waarin voldoende vorming werd verworven om de functie van belastingconsulent, zoals omschreven in artikel 38 van de wet, uit te oefenen.

Het dossier moet bovendien een omstandige beschrijving bevatten van de samenstelling en organisatie van zijn kantoor en van zijn werkmethodes.

Indien de kandidaat werkzaam is of is geweest in het kader van een vennootschap of vereniging, moet het dossier bovendien een beschrijving bevatten van de vennootschap of vereniging, haar organisatie en werking, en van de plaats die de kandidaat erin bekleedt.

Het dossier moet tevens alle gegevens bevatten die toelaten na te gaan of de bepalingen van artikel 31 van de wet worden in acht genomen.

De Raad van het Instituut kan bepalen op welke wijze het in te dienen dossier moet worden voorgesteld.

Art. 4. De Raad neemt de individuele beslissingen inzake de toekenning van de titel van belastingconsulent na advies van een Erkenningscommissie, waarvan hij de samenstelling en de werking bepaalt.

Art. 5. De Raad of de Erkenningscommissie mogen van een kandidaat eisen dat hij zijn dossier vervolledigt door overlegging, binnen de termijn die hij vaststelt, van alle stukken of gegevens die nodig zijn om over de toetredingsaanvraag te kunnen beslissen. Een kandidaat wordt geacht zijn toetredingsaanvraag te hebben ingetrokken indien hij zonder wettige reden de gevraagde aanvullende stukken of gegevens niet binnen de vastgestelde termijn heeft overgelegd.

De Raad en de Erkenningscommissie kunnen de toetreding van kandidaten afhankelijk stellen van de voorwaarde dat zij worden gehoord door de Raad of de Erkenningscommissie. In dat geval mag de Raad de toetreding slechts weigeren nadat de kandidaat is gehoord door de Raad of de Erkenningscommissie of minstens behoorlijk is opgeroepen.

HOOFDSTUK III. — *Toetreding van vennootschappen van accountants en/of belastingconsulenten*

Art. 6. § 1. In uitvoering van de artikelen 20, 1^o, en 42 van de wet, verleent het Instituut op verzoek de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent aan elke burgerlijke professionele vennootschap opgericht naar Belgisch recht die een aanvraag hiertoe indient bij het Instituut en die tot doel heeft diensten te verlenen die behoren tot de functie van accountant en/of belastingconsulent, zoals omschreven in de artikelen 34 en 38 van de wet, en die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1^o haar doel en bedrijf moeten beperkt zijn tot het verlenen van diensten die behoren tot de functie van accountant en/of belastingconsulent, zoals omschreven in de artikelen 34 en 38 van de wet en tot het uitoefenen van hiermee verenigbare werkzaamheden;

2^o zij moet opgericht zijn in de vorm van een handelsvennootschap naar Belgisch recht;

3^o indien zij is opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap of een commanditaire vennootschap op aandelen, moeten haar aandelen op naam zijn;

4^o de vennoten moeten lid zijn van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten of personen die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die als gelijkwaardig met die van accountant of belastingconsulent in België wordt erkend;

5° la majorité des actions et parts ainsi que la majorité du pouvoir votal dont disposent les associés, doivent être détenues par des experts-comptables et/ou des conseils fiscaux, membres de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux; une minorité peut être détenue par des personnes qui ont à l'étranger une qualité reconnue équivalente à celle d'expert-comptable ou de conseil fiscal en Belgique;

6° les gérants et administrateurs doivent être des personnes physiques. La majorité d'entre eux doit être membre de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux;

7° elle ne peut détenir de participations dans des sociétés autres que des sociétés à caractère exclusivement professionnel.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et en exécution de l'article 60, § 2 de la loi, l'Institut accorde, sur demande, la qualité de conseil fiscal à toute société qui répond aux conditions visées au § 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 6° et ceci pour une période de 18 mois à partir de l'entrée en vigueur de la loi, pour se conformer aux conditions visées aux 4°, 5° et 7° du § 1^{er}.

Art. 7. § 1^{er}. En exécution des articles 21 et 42 de la loi, l'Institut confère la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, à sa demande, à toute société constituée au sein d'un groupe de sociétés ou d'un groupement professionnel ou par une ou plusieurs entreprises, dont l'objet social est de rendre des services visés aux articles 34 et 38 de la loi, aux entreprises du groupe ou aux entreprises affiliées au groupement professionnel ou à ses associés, ou, en ce qui concerne les services visés à l'article 38 de la loi, à des tiers, et qui répond aux conditions suivantes :

1° son objet et son activité doivent être limités à la prestation de services relevant de la fonction d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, telle qu'elle est définie aux articles 34 et 38 de la loi, et à l'exercice d'activités compatibles avec celle-ci;

2° elle doit être constituée sous la forme de société de droit belge, dotée d'une personnalité juridique distincte;

3° si elle est constituée sous la forme de société anonyme ou de société en commandite par actions, ses actions et parts doivent être nominatives;

4° les actions et parts ainsi que la majorité du pouvoir votal doivent être détenues par des experts-comptables et/ou conseils fiscaux, membres de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux ou par les sociétés du groupe ou du groupement professionnel;

5° les gérants et administrateurs doivent être des personnes physiques; la majorité d'entre eux doit être membre de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux;

6° les administrateurs ou gérants qui ne sont pas membres de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux ne peuvent en aucune manière interférer dans l'accomplissement des missions d'expert-comptable ou de conseil fiscal;

7° elle ne peut détenir de participations dans des sociétés autres que des sociétés à caractère exclusivement professionnel.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et en exécution de l'article 60, § 2 de la loi, l'Institut accorde, sur demande, la qualité de conseil fiscal à toute société qui répond aux conditions visées au § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 5° et 6° et ceci pour une période de 18 mois à partir de l'entrée en vigueur de la loi, pour se conformer aux conditions visées aux 4° et 7° du § 1^{er}.

Art. 8. § 1. En exécution des articles 20, 3°, 21, deuxième alinéa et 42 de la loi, la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal est accordée sur demande adressée à l'Institut à toute société constituée sous l'empire d'un droit étranger, ayant à l'étranger une qualité équivalente à celle d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, et qui répond aux conditions suivantes :

1° son objet et son activité doivent être limités à la prestation de services relevant de la fonction d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, telle qu'elle est définie aux articles 34 et 38 de la loi et à l'exercice d'activités compatibles avec celle-ci;

2° si elle est constituée sous la forme de société de capitaux, ses actions et parts doivent être nominatives;

5° de meerderheid der aandelen alsook de meerderheid der stemrechten waarover de vennoten beschikken, moet in bezit zijn van accountants en/of belastingconsulenten die lid zijn van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten; een minderheid mag in bezit zijn van personen die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die als gelijkwaardig met die van accountant of belastingconsulent in België wordt erkend;

6° de zaakvoerders en bestuurders moeten natuurlijke personen zijn. De meerderheid van hen moet lid zijn van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten;

7° zij mag geen deelnemingen bezitten in andere vennootschappen dan van uitsluitend professionele aard.

§ 2. In afwijking van § 1 en in uitvoering van artikel 60, § 2 van de wet, verleent het Instituut, op verzoek, de hoedanigheid van belastingconsulent aan elke vennootschap die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in § 1, 1°, 2°, 3° en 6° en dit voor een termijn van 18 maanden vanaf de inwerkingtreding van de wet, om de in het 4°, 5° en 7° van § 1 bedoelde voorwaarden na te leven.

Art. 7. § 1. In uitvoering van de artikelen 21 en 42 van de wet, verleent het Instituut op verzoek de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent aan elke vennootschap opgericht binnen een vennootschappengroep of een beroepsgroepering, of door een of meer ondernemingen, en waarvan het maatschappelijk doel erin bestaat, diensten te verlenen als bedoeld in de artikelen 34 en 38 van de wet, aan de ondernemingen van de groep, aan de ondernemingen aangesloten bij de beroepsgroepering, aan haar vennoten of, voor wat betreft diensten bedoeld in artikel 38 van de wet, aan derden, en die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° haar doel en bedrijf moeten beperkt zijn tot het verlenen van diensten die behoren tot de functie van accountant en/of belastingconsulent, zoals omschreven in de artikelen 34 en 38 van de wet en tot het uitoefenen van hiermee verenigbare werkzaamheden;

2° zij moet opgericht zijn in de vorm van een vennootschap naar Belgisch recht met afzonderlijke rechtspersoonlijkheid;

3° indien zij is opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap of een commanditaire vennootschap op aandelen, moeten haar aandelen op naam zijn;

4° de aandelen, alsook de meerderheid der stemrechten waarover de vennoten beschikken, moeten in bezit zijn van accountants en/of belastingconsulenten, leden van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten of van vennootschappen van de groep of van de beroepsgroepering;

5° de bestuurders en zaakvoerders moeten natuurlijke personen zijn; de meerderheid onder hen moet lid zijn van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten;

6° de bestuurders of zaakvoerders die niet persoonlijk lid zijn van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten mogen op geen enkele wijze interveniëren in de uitoefening van de functie van accountant of belastingconsulent;

7° zij mag geen deelnemingen bezitten in andere vennootschappen dan van uitsluitend professionele aard.

§ 2. In afwijking van § 1 en in uitvoering van artikel 60, § 2 van de wet, verleent het Instituut, op verzoek, de hoedanigheid van belastingconsulent aan elke vennootschap die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in § 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6° en dit voor een termijn van 18 maanden vanaf de inwerkingtreding van de wet, om de in het 4° en 7° van § 1 bedoelde voorwaarden na te leven.

Art. 8. § 1. In uitvoering van de artikelen 20, 3°, 21, tweede lid et 42 van de wet, verleent het Instituut op verzoek de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent aan elke vennootschap opgericht naar buitenlands recht die in het buitenland een hoedanigheid heeft die als gelijkwaardig wordt erkend met die van accountant en/of belastingconsulent, indien zij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° haar doel en bedrijf moeten beperkt zijn tot het verlenen van diensten die behoren tot de functie van accountant en/of belastingconsulent, zoals omschreven in de artikelen 34 en 38 van de wet en tot het uitoefenen van hiermee verenigbare werkzaamheden;

2° indien zij is opgericht in de vorm van een kapitaalvennootschap moeten haar aandelen op naam zijn;

3° la majorité des actions et parts ainsi que la majorité du pouvoir votal dont disposent les associés, doivent être détenues par des experts-comptables et/ou conseils fiscaux, membres de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux; une minorité peut être détenue par des personnes qui ont à l'étranger une qualité reconnue équivalente à celle d'expert-comptable ou de conseil fiscal en Belgique;

4° les gérants et les administrateurs doivent être des personnes physiques; la majorité d'entre eux doit être membre de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux;

5° la personne préposée à la gestion de l'établissement belge de la société ou l'une au moins de ces personnes, si elles sont plusieurs, doit avoir la qualité de membre de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux;

6° les administrateurs ou gérants qui ne sont pas membres de l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils fiscaux et qui n'ont pas une qualité équivalente à celle d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal en Belgique ne peuvent en aucune manière interférer dans l'accomplissement des missions d'expertise comptable et/ou de conseil fiscal exercées en Belgique.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et en exécution de l'article 60, § 2 de la loi, l'Institut accorde, sur demande, la qualité de conseil fiscal à toute société qui répond aux conditions visées au § 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5° et 6° et ceci pour une période de 18 mois à partir de l'entrée en vigueur de la loi, pour se conformer à la condition visée au 3° du § 1^{er}.

Art. 9. Les demandes d'admission introduites en exécution des articles 6 à 8 du présent arrêté doivent être adressées à l'Institut et être accompagnées d'un dossier établi conformément à l'article 10.

Art. 10. Le dossier doit comporter :

1° les statuts de la société, l'identité de ses associés et le nombre de parts détenues par chacun d'eux, l'identité de ses gérants ou administrateurs ainsi que ses comptes annuels pour les cinq derniers exercices ou depuis sa constitution si celle-ci remonte à moins de cinq ans;

2° la description précise de ses activités et la justification ou la décision que ses activités sont ou seront, en cas d'admission, limitées à l'exercice de missions relevant de la fonction d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal telle qu'elle est définie aux articles 34 et 38 de la loi et à l'exercice d'activités compatibles avec celle-ci;

3° la justification du respect des conditions exigées dans le chef de la société, de ses gérants, administrateurs ou associés par les articles 6 à 8;

4° une description précise de l'organisation et du fonctionnement de la société, des collaborations qu'elle s'est acquises, de ses méthodes de travail et des systèmes internes de contrôle de qualité qu'elle a mis en place;

5° tous éléments permettant de vérifier le respect des dispositions de l'article 31 de la loi;

6° dans le cas de l'article 7 du présent arrêté, une description du cercle des sociétés du groupe, des entreprises affiliées au groupement ou des associés auxquels les services d'expertise comptable et/ou de conseil fiscal sont ou seront offerts.

Le Conseil peut requérir de la société qu'elle complète son dossier par l'introduction de tous documents ou informations qui lui sont nécessaires pour se prononcer sur la demande d'admission et décider d'entendre les représentants de la société au jour et heure qu'il fixe.

Art. 11. Pour l'application des articles 6 et 8 du présent arrêté, sont considérées avoir une qualité équivalente à celle d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal en Belgique, les personnes physiques non domiciliées en Belgique ainsi que les sociétés constituées sous l'empire d'un droit étranger, qui ont obtenu dans leur pays une qualification équivalente et légalement reconnue dans ce pays pour l'expertise comptable ou pour le contrôle des comptes des sociétés, pour autant que cette qualification réponde aux conditions prévues par la directive 84/253/CEE du 10 avril 1984 concernant l'agrément des personnes chargées du contrôle légal des documents comptables et - pour la fonction de conseil fiscal - aux conditions prévues par la loi.

CHAPITRE IV. — Dispositions diverses

Art. 12. Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté royal du 14 juin 1985 relatif à l'Institut des Experts-Comptables et entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

3° de meerderheid der aandelen, alsook de meerderheid der stemrechten waarover de vennoten beschikken, moet in bezit zijn van accountants en/of belastingconsulenten, leden van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten; een minderheid mag in bezit zijn van personen die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die als gelijkwaardig met die van accountant of belastingconsulent in België wordt erkend;

4° de zaakvoerders en bestuurders moeten natuurlijke personen zijn; de meerderheid onder hen moet lid zijn van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten;

5° de persoon aangesteld voor het beheer van de Belgische vestiging van de vennootschap of, zo er meer zijn, tenminste één van hen, moet lid zijn van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten;

6° de bestuurders of zaakvoerders die geen lid zijn van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten en die geen hoedanigheid bezitten die gelijkwaardig is met die van accountant en/of belastingconsulent in België, mogen op geen enkele wijze interveniëren in de uitoefening van de functie van accountant en/of belastingconsulent in België.

§ 2. In afwijking van § 1 en in uitvoering van artikel 60, § 2 van de wet, verleent het Instituut, op verzoek, de hoedanigheid van belastingconsulent aan elke vennootschap die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in § 1, 1°, 2°, 4°, 5° en 6° en dit voor een termijn van 18 maanden vanaf de inwerkingtreding van de wet, om de in het 3° van § 1 bedoelde voorwaarde na te leven.

Art. 9. De toetredingsaanvragen ingediend ter uitvoering van de artikelen 6 tot 8 moeten, samen met een overeenkomstig artikel 10 aangelegd dossier, aan het Instituut worden gericht.

Art. 10. Het dossier moet het volgende bevatten :

1° de statuten van de vennootschap, de identiteit van haar vennoten en het aantal aandelen in ieders bezit, de identiteit van haar zaakvoerders of bestuurders evenals haar jaarrekening over de laatste vijf boekjaren of sedert haar oprichting zo sindsdien nog geen vijf jaren zijn verlopen;

2° de nauwkeurige omschrijving van haar bedrijf en het bewijs of de beslissing dat dit bedrijf beperkt is of, ingeval van toetreding, zal zijn tot het volbrengen van opdrachten die behoren tot de functie van accountant en/of belastingconsulent zoals bedoeld in de artikelen 34 en 38 van de wet en tot het uitoefenen van hiermee verenigbare werkzaamheden;

3° het bewijs dat de voorwaarden zijn nageleefd waaraan de vennootschap, de zaakvoerders, bestuurders of vennoten krachtens de artikelen 6 tot 8 moeten voldoen;

4° een nauwkeurige omschrijving van de organisatie en de werking van de vennootschap, de medewerkers waarop zij kan rekenen, de werkmethode en interne systemen voor kwaliteitscontrole die zij heeft ingevoerd;

5° alle gegevens die toelaten na te gaan of de bepalingen van artikel 31 van de wet worden in acht genomen;

6° in het geval bedoeld in artikel 7 van dit besluit, de samenstelling van de kring van vennootschappen, van de ondernemingen aangesloten bij de beroepsgroepering of van de vennoten waaraan diensten die behoren tot de functie van accountant en/of belastingconsulent worden of zullen worden verstrekt.

De Raad mag van de vennootschap eisen dat zij haar dossier vervolledigt door overlegging van alle stukken of gegevens die nodig zijn om zich over de toetredingsaanvraag te kunnen uitspreken. Hij kan beslissen om de vertegenwoordigers van de vennootschap te horen op dag en uur die hij vaststelt.

Art. 11. Voor de toepassing van de artikelen 6 en 8 van dit besluit, worden geacht een hoedanigheid te bezitten die gelijkwaardig is met die van accountant en/of belastingconsulent in België, natuurlijke personen die niet in België woonachtig zijn, evenals vennootschappen die zijn opgericht volgens buitenlands recht, en in hun land een aldaar gelijkwaardige en wettelijk erkende hoedanigheid hebben verworven voor accountantswerkzaamheden of voor de controle van vennootschapsjaarrekeningen, in zover deze hoedanigheid beantwoordt aan de voorwaarden van de richtlijn 84/253/EEG van 10 april 1984 inzake de toelating van personen belast met de wettelijke controle van boekhoudbescheiden en - voor wat betreft de functie van belastingconsulent - aan de wet.

HOOFDSTUK IV. — Diverse bepalingen

Art. 12. Dit besluit herroept en vervangt het koninklijk besluit van 14 juni 1985 betreffende het Instituut der Accountants en treedt in werking op de dag waarop het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie
et des Télécommunications,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 13. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economie en Telecommunicatie,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE,
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL ET MINISTERE DES
FINANCES**

F. 99 — 2080

[C - 99/16162]

30 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de Participation

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, notamment les articles 73, 74 et 75, modifiés par la loi programme du 10 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de Participation, notamment l'article 32 modifié par l'arrêté royal du 29 février 1996;

Vu l'accord du Commissaire du Gouvernement du 19 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'état, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1992 relatives à la périodicité de la révision du taux d'intérêt des avances ordinaires qui sont octroyées par le Fonds de Participation doivent être modifiées sans délai afin de permettre au conseil d'administration de pouvoir fixer cette périodicité en fonction de l'évolution du marché;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 32 in fine de l'arrêté royal du 22 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de Participation, les mots « Le taux est révisable tous les cinq ans. » sont remplacés par les mots « Le conseil d'administration fixe la périodicité de la révision du taux. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1999

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW
MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN FINANCIËN**

N. 99 — 2080

[C - 99/16162]

30 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot regeling van de organisatie en de werking van het Participatiefonds

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, inzonderheid op de artikelen 73, 74 en 75, gewijzigd bij de programmawet van 10 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot regeling van de organisatie en de werking van het Participatiefonds, inzonderheid op artikel 32 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 februari 1996;

Gelet op het akkoord van de Regeringscommissaris van 19 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd door de wet van 4 augustus van 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1992 met betrekking tot de periodiciteit van de herziening van de rentevoet van de gewone voorschotten die worden toegekend door het Participatiefonds onverwijld moeten gewijzigd worden teneinde de raad van bestuur toe te laten deze periodiciteit te kunnen vaststellen in functie van de marktrevolutie;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 32, in fine van het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot regeling van de organisatie en de werking van het Participatiefonds, worden de woorden « De rentevoet is vijfjaarlijks herzienbaar. » vervangen door de woorden « De raad van bestuur stelt de periodiciteit van de herziening van de rente vast. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgische Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 1999

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR